12-05-2025

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS, TENUE LE 12 MAI 2025 À 20 H, À LAQUELLE SONT PRÉSENTS :

Membres du conseil :

M. Patrice Ayotte, district n° 1
M. Daniel Ricard, district n° 2
Mme Sophie Lajeunesse, district n° 3

M. Pierre Lépicier, district n° 4
Mme Ingrid Haegeman, district n° 5
M. Luc Ducharme, district n° 6

Assistent également Mme Audrey Boisjoly, présidente et mairesse, M. Jeannoé Lamontagne, directeur général / greffier-trésorier, et Mme Marine Revol, directrice générale adjointe / greffière-trésorière adjointe.

LA MAIRESSE CONSTATE LE QUORUM ET OUVRE LA SÉANCE ORDINAIRE À 20 H

215-2025

Adoption –
Ordre du jour

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu que l'ordre du jour suivant soit adopté :

1. Adoption – Ordre du jour;
2. Adoption – Procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025;
3. Approbation – Dépenses du mois d'avril 2025;
4. Première période de questions;

ADMINISTRATION

5. Dépôt – Certificat de la tenue de registre – Règlement numéro 525-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 224 914 \$ pour le projet de réfection du rang 1^{er} Ramsay, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 224 914 \$ – aucune signature;
6. Reddition de comptes – Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU);
7. Adoption – Règlement numéro 523-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 302 967 \$ pour des travaux de construction d'infrastructures de rues et des conduites pour la phase 4 du projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », incluant un bassin de rétention et le raccord aux services existants, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 302 967 \$;
8. Adoption – Règlement numéro 527-2025 visant à modifier le Règlement 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;
9. Avis de motion – Règlement numéro 528-2025 visant à modifier le Règlement 376-2019 relatif à la paix et au bon ordre applicable par les personnes mandatées par la Municipalité;
10. Amendement – Résolution 047-2025 – Résolution indiquant les lots allant en vente pour taxes (VPT);
11. OBNL Les Maisons Féliciennes – Paiement des honoraires professionnels;
12. Sanctions disciplinaires et administrative – Employé(e) #03-0097;
13. Fin d'emploi – Employé(e) #03-0163;

(suite de la résolution 215-2025)

SÉCURITÉ PUBLIQUE

14. Inscription – Congrès annuel de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ);
15. Embauche – Pompiers(ères);

HYGIÈNE DU MILIEU

16. Transfert d'actifs visant les contenants de collecte sélective à Eco Entreprise Québec et dégageant de responsabilité de la MRC de Matawinie;

VOIRIE

17. Facturation à la Municipalité de Sainte-Élisabeth – Déneigement et sablage 2024-2025;
18. Redevances des sablières – Demande de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes;
19. Octroi de contrat – Prolongement des infrastructures – Faubourg Phase 4.1 – TP-IN30.11-2025;
20. Octroi de contrat – Mise en place de deux traverses piétonnes sur le chemin de Joliette – TP-IN25.12-2025;
21. Octroi de contrat – Marquage de stationnements, lignes d'arrêt, passages piétons, dos d'âne et pictogrammes 2025;
22. Autorisation de signature – Renouvellement de l'entente de service avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) pour l'entretien hivernal des infrastructures routières pour la saison 2025-2026;

URBANISME ET ENVIRONNEMENT

23. Demande de dérogation mineure 2025-015 – 380, rue Gauguin (adresse projetée) – Lot 6 633 770
 - Construction d'un bâtiment accessoire (garage détaché)
24. Demande de dérogation mineure 2025-022 – 5125, croissant des Pins – Lot 5 359 419
 - Régulariser l'implantation du bâtiment principal
25. Demande de dérogation mineure 2025-029 – 2320, place des Jardins – Lot 6 436 526
 - Régulariser l'implantation du bâtiment principal
26. Demande de dérogation mineure 2025-031 – 5351, rue des Mélèzes – Lot 5 657 944
 - Permettre l'implantation d'une piscine hors terre en cour avant
27. P.I.I.A. 2025-016 – 2090, rue Bellerose – Lot 6 483 871
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
28. P.I.I.A. 2025-023 – 1331, rue Girard – Lot 6 419 576
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
29. P.I.I.A. 2025-025 – 2055, rue Bellerose – Lot 6 483 879
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
30. P.I.I.A. 2025-026 – 1050, rue Bissonnette – Lot 5 360 549
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)

(suite de la résolution 215-2025)

31. P.I.I.A. 2025-027 – 1038, rue Bissonnette – Lot 5 360 547
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
32. P.I.I.A. 2025-028 – 5030, rue Rainville – Lot 6 288 468
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
33. P.I.I.A. 2025-030 – 2120, rue Bellerose – Lot 6 483 874
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
34. P.I.I.A. 2025-032 – 2110, rue Bellerose – Lot 6 483 873
 - Construction d'un bâtiment accessoire (cabanon)
35. P.I.I.A. 2025-024 – 4091, rue Principale – Lot 5 360 240
 - Rénovation extérieure d'un bâtiment principal
36. P.I.I.A. 2025-013 – rang Frédéric – Lot 6 621 401
 - Construction d'un bâtiment principal intergénérationnel
37. Autorisation de signature – Contribution aux fins de parc – Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » phase IV;
38. Autorisation – Abattage d'arbres – Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » phase IV;
39. Autorisation – Dépôt d'une demande de modification au Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Matawinie;

COMMUNICATION

40. Octroi de contrat – Service de portabilité;

LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

41. Octroi de contrat – Tennis, Dek hockey, Basketball et Pickleball au parc Pierre-Dalcourt – LO-PT02.11-2025;
42. Autorisation de signature – Bail – Fabrique de la paroisse de Saint-Martin-de-la-Bayonne – 2025-2030;
43. Autorisation de signature – Entente d'utilisation – Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois (FADOQ) 2025-2030;
44. Autorisation de signature – Entente d'utilisation – Association féministe d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) 2025-2030;
45. Octroi de contrat – LO-AR03.01-2025 – Rénovation du presbytère – Conception et surveillance en architecture;
46. Octroi de contrat – LO-AR03.02-2025 – Rénovation du presbytère – Conception et surveillance en mécanique-électricité;
47. Réussite scolaire – Bourse Félicienne;
48. Deuxième période de questions;
49. Levée de la séance;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

216-2025

Adoption –
Procès-verbal de la séance
ordinaire du 14 avril 2025

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu que le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025 soit adopté pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

217-2025

Approbation –
Dépenses du mois
d'avril 2025

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu que la liste des factures et des chèques pour les dépenses de la Municipalité, totalisant la somme de 51 020,46 \$ (chèques 32 996 à 33 022), ainsi que la somme de 257 069,14 \$ (paiements en ligne 507 463 à 507 566), pour un total de 308 089,60 \$, et les salaires de 222 927,62 \$ pour le mois d'avril 2025 soient adoptés pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

Point n° 4

Première période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la première période de questions.

Point n° 5

Dépôt – Certificat de la
tenue de registre –
Règlement n° 525-2025
ayant pour objet de
décréter une dépense
n'excédant pas 4 224 914 \$
pour le projet de réfection
du rang 1^{er} Ramsay, et pour
payer cette somme, autoriser
un emprunt par billets au
montant de 4 224 914 \$

Dépôt du certificat de la tenue de registre – Règlement numéro 525-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 224 914 \$ pour le projet de réfection du rang 1^{er} Ramsay, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 224 914 \$ – aucune signature;

Le certificat se trouve dans le dossier de règlement n° 525-2025.

218-2025

Reddition de comptes –
Programme d'aide
financière au développement
des transports actifs dans les
périmètres urbains (TAPU)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois transmet au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) le formulaire de reddition de comptes ainsi que le rapport des travaux effectués qui doit comprendre :

- Les pièces justificatives des dépenses effectuées (factures, décomptes progressifs et tout autre document attestant les sommes dépensées);
- La mention de tout autre remboursement obtenu pour les travaux faisant l'objet de l'aide financière (remboursement de taxes, autres aides financières, etc.);
- le résultat relatif aux indicateurs suivants :
 - nombre de kilomètres de voies cyclables, piétonnes ou polyvalentes réalisées, par type d'aménagement;
 - nombre de kilomètres de rues aménagées pour les piétons et les cyclistes (rue partagée, vélorue, chaussée désignée);
 - nombre de vélos en libre-service et de stations d'ancrage implantés, par type (assisté ou non);
 - nombre de places de stationnement pour vélos ajoutées;
 - nombre de structures (pont, passerelle, passage souterrain) aménagées.

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité s'engage à transmettre à la ministre, au plus tard dix-huit (18) mois après le dernier versement de l'aide financière, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme, notamment les résultats relatifs aux indicateurs susmentionnés (celles-ci comprennent un comptage, aux frais du bénéficiaire, de l'achalandage ou de l'utilisation de l'infrastructure ou de l'équipement ayant fait l'objet d'une aide financière, à l'exception des stationnements pour vélos et des aménagements ponctuels);

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu que la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois :

1. autorise la présentation du rapport des travaux, y compris la reddition de comptes liée aux travaux admissibles selon les modalités d'application en vigueur;

(suite de la résolution 218-2025)

2. reconnaisse qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et;
3. certifie que la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, sont dûment autorisés à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l'aide financière accordée par le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

219-2025

Adoption –
Règlement n° 523-2025
ayant pour objet de
décréter une dépense
n'excédant pas 4 302 967 \$
pour des travaux de
construction d'infra-
structures de rues et des
conduites pour la phase 4
du projet de dévelop-
pement domiciliaire
« Faubourg Saint-Félix »,
incluant un bassin de
rétention et le raccord
aux services existants,
et pour payer cette somme,
autoriser un emprunt par
billets au montant de
4 302 967 \$

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois juge qu'il est nécessaire d'investir dans la création de nouvelles rues à vocation résidentielle, ce qui permettra de bonifier l'offre en matière d'accès à la propriété résidentielle sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025, et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

CONSIDÉRANT QUE préalablement à la tenue de la séance, chacun des membres du conseil a reçu une copie du *Règlement numéro 523-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 302 967 \$ pour des travaux de construction d'infrastructures de rues et des conduites pour la phase 4 du projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », incluant un bassin de rétention et le raccord aux services existants, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 302 967 \$;*

(suite de la résolution 219-2025)

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

CONSIDÉRANT QUE le règlement a été déposé conformément à la Loi;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que le *Règlement numéro 523-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 302 967 \$ pour des travaux de construction d'infrastructures de rues et des conduites pour la phase 4 du projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », incluant un bassin de rétention et le raccord aux services existants, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 302 967 \$* soit adopté.

Le règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 523-2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

220-2025

Adoption –
Règlement n° 527-2025
visant à modifier le
Règlement 498-2024
relatif à l'aménagement
et à l'entretien des ponceaux
et des fossés sur le territoire
de la Municipalité de
Saint-Félix-de-Valois

CONSIDÉRANT QUE le Règlement numéro 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois est en vigueur depuis le 12 mars 2024;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal de Saint-Félix-de-Valois juge opportun d'apporter une modification à sa réglementation en vigueur, et plus particulièrement de préciser certaines limites de responsabilité;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du règlement a dûment été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 14 avril 2025, et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

CONSIDÉRANT QUE préalablement à la tenue de la séance, chacun des membres du conseil a reçu une copie du *Règlement numéro 527-2025 visant à modifier le Règlement 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois*;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

CONSIDÉRANT QUE le règlement a été déposé conformément à la Loi;

(suite de la résolution 220-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu que le *Règlement numéro 527-2025 visant à modifier le Règlement 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois* soit adopté.

Le règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 527-2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

221-2025

**Avis de motion –
Règlement n° 528-2025
visant à modifier le
Règlement 376-2019
relatif à la paix et au bon
ordre applicable par les
personnes mandatées par
la Municipalité**

Le conseiller Daniel Ricard donne avis de motion que lors d'une prochaine séance sera adopté le Règlement numéro 528-2025 visant à modifier le Règlement 376-2019 relatif à la paix et au bon ordre applicable par les personnes mandatées par la Municipalité;

Ce projet de règlement a été déposé conformément aux dispositions de l'article 445 du Code municipal du Québec.

Le projet de règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 528-2025.

222-2025

**Amendement –
Résolution 047-2025 –
Résolution indiquant
les lots allant en vente
pour taxes (VPT)**

CONSIDÉRANT la résolution 047-2025 indiquant les lots allant en vente pour taxes (VPT);

CONSIDÉRANT le départ de Me Justine Larue;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de désigner Me Nicolas Rousseau, directeur général de la MRC de Montcalm, à titre de porte-parole, en remplacement de Me Justine Larue, pour enchérir et acquérir, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, tout immeuble sis sur le territoire de la Municipalité dans le cadre de la vente pour taxes 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de désigner Me Nicolas Rousseau, directeur général de la MRC de Montcalm, à titre de porte-parole, en remplacement de Me Justine Larue, pour enchérir et acquérir, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, tout immeuble sis sur le territoire de la Municipalité dans le cadre de la vente pour taxes 2025

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

223-2025

OBNL – Les Maisons
Féliciennes –
Paiement des honoraires
professionnels

CONSIDÉRANT le projet de construction de logements abordables de l'OBNL Les Maisons Féliciennes;

CONSIDÉRANT QUE des sommes restent à verser par la Municipalité pour compléter la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ);

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu d'autoriser le paiement des honoraires professionnels encourus quant à la préparation des plans et devis finaux et la préparation des appels d'offres à la firme Hétu-Bellehumeur architectes inc., au montant de 57 500 \$, plus les taxes applicables, jusqu'à concurrence de la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

224-2025

Sanctions disciplinaires
et administrative –
Employé(e) #03-0097

CONSIDÉRANT QUE les comportements adoptés par une personne à l'emploi de la Municipalité, dont il ne convient pas de mentionner le nom aux fins de la présente résolution vu son caractère public, mais dont tous les membres du conseil connaissent l'identité (ci-après appelée l'employé(e) # 03-0097);

CONSIDÉRANT QUE des sanctions disciplinaires et administrative doivent être prises à l'endroit de l'employé(e) # 03-0097;

CONSIDÉRANT QU' une sanction disciplinaire est en cours;

CONSIDÉRANT QUE la gravité des gestes et comportements reprochés à l'employé(e) # 03-0097 nécessitent l'application d'une sanction administrative;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu d'autoriser l'application d'une sanction administrative à l'employé(e) #03-0097, incluant la rétrogradation, avec effet immédiat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

225-2025

Fin d'emploi –
Employé(e) #03-0163

CONSIDÉRANT la fin imminente de la période de probation de l'employé(e) #03-0163;

CONSIDÉRANT QUE l'employeur peut mettre fin à l'emploi de l'employé(e) pendant la période de probation;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de mettre fin à l'emploi de l'employé(e) #03-0163, et ce, à compter du 17 mai 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

226-2025

Inscription –
Congrès annuel de
l'Association des
chefs en sécurité incendie
du Québec (ACSIQ)

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu :

1. d'autoriser le directeur et le directeur-adjoint du Service de Protection et d'Intervention d'urgence à assister au Congrès annuel de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), devant se tenir du 14 au 17 juin 2025 à Trois-Rivières;
2. de rembourser les frais suivants, sur présentation des comptes de dépenses signés par les réclamants, accompagnés des pièces justificatives :
 - a) inscription au congrès (2 × 977,29 \$);
 - b) hébergement;
 - c) repas, jusqu'à 75 \$ par jour;
 - d) frais de déplacement, si un véhicule de la Municipalité n'est pas utilisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

227-2025Embauche –
Pompiers(ères)

CONSIDÉRANT QUE le service de Protection et d'Intervention d'urgence doit procéder à l'embauche de pompières et de pompiers pour combler les besoins de main-d'œuvre du service;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu de procéder à l'embauche des personnes suivantes à titre de pompiers, selon les normes et conditions actuellement en vigueur, et conditionnellement à la vérification des antécédents criminels :

NOM	DATE D'EMBAUCHE
Kevin Doyon	13 mai 2025
David Toussaint	14 mai 2025
Luis Urdanetta Socorro	15 mai 2025
Xavier Phoenix	16 mai 2025
Arvin Michael Angeles Tan	17 mai 2025

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

228-2025Transfert d'actifs visant
les contenants de collecte
sélective à Eco Entreprise
Québec et dégageant de
responsabilité de la
MRC de Matawinie

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Matawinie agira à titre de garant auprès d'Éco Entreprises Québec (ci-après « ÉEQ ») dans le cadre du transfert des actifs liés aux contenants de collecte (bacs roulants et pièces de rechange) (ci-après « Actifs ») en vertu de l'entente de partenariat encadrant les services de collecte et de transport des matières recyclables ainsi que les activités d'information, de sensibilisation, d'éducation et de première ligne qui s'y rapportent (ci-après « Entente ») conclue avec ÉEQ;

CONSIDÉRANT QU' avant le 1^{er} janvier 2025, la Municipalité était responsable de l'achat, de la sélection des fournisseurs et de la livraison des nouveaux bacs roulants et des pièces de rechange, de même que des services de réparation, de remplacement et de distribution des bacs roulants;

CONSIDÉRANT QU' ÉEQ, en date du 1^{er} janvier 2025, prend à sa charge les coûts pour l'achat et les services de réparation, de remplacement et de distribution des bacs roulants pour les clientèles prévues par le *Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles* (C Q-2, r. 46.01) (ci-après « Règlement »);

(suite de la résolution 228-2025)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité désire transférer à ÉEQ la propriété de ses bacs roulants exclusifs à la collecte des matières recyclables de 240 litres, de 360 litres et de tout autre format ayant fait l’objet d’une dérogation autorisée par ÉEQ dans l’Entente ainsi que leurs pièces de rechange respectives (couvercles, tiges, bouchons, roues et essieux) détenus en inventaire au 1^{er} janvier 2025, conformément aux modalités définies par ÉEQ;

CONSIDÉRANT QUE ce transfert est réalisé en contrepartie d’un paiement calculé selon les montants réels payés par la Municipalité pour l’acquisition desdits actifs, incluant la part des taxes non remboursée par les gouvernements (soit 50% de la TVQ), tel que démontré par les pièces justificatives à transmettre à ÉEQ par la MRC de Matawinie;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité reconnaît que la MRC de Matawinie s’engage, en son nom, et ce, envers ÉEQ, à garantir que les actifs transférés sont libres de toute charge, ne sont pas soumis à un litige, et à fournir toutes les pièces justificatives exigées;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite dégager la MRC de Matawinie de toute responsabilité liée à la propriété, à la validité des documents fournis et aux garanties représentées dans le cadre du transfert à ÉEQ;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu :

1. d’autoriser, avec la MRC de Matawinie à titre d’intermédiaire, le transfert à ÉEQ de la propriété des bacs roulants de collecte de 240 litres, de 360 litres et de tout autre format ayant fait l’objet d’une dérogation autorisée par ÉEQ dans l’Entente ainsi que leurs pièces de rechange respectives (couvercles, tiges, bouchons, roues, essieux), appartenant à la Municipalité et détenus en inventaire au 1^{er} janvier 2025, selon l’inventaire produit suivant :

Inventaire disponible actuellement

Bacs de recyclage	Formats :	#4 Mastercard 360l	Qté :	8
Couvercle pour bacs de recyclage	Formats :	#63562 Mastercard avec tige	Qté :	70
Roues	Formats :	diamètre de 12 pouces	Qté :	10
Essieux	Formats :	¾ de pouce diamètre	Qté :	5

2. de mandater la MRC de Matawinie pour agir à titre de garant auprès d’ÉEQ dans le cadre de ce transfert, pour signer la Déclaration relative à la gestion des contenants de collecte et pour transmettre les pièces justificatives exigées;
3. de reconnaître que le transfert à ÉEQ est irrévocable et que la propriété des actifs est transférée à ÉEQ au moment du paiement effectué par celle-ci;

(suite de la résolution 228-2025)

4. de déclarer que les actifs transférés ne font l'objet d'aucune hypothèque, privilège, gage, saisie ou autre charge ou droit réel opposable à ÉEQ par un tiers, ne sont soumis à aucun litige, revendication ou procédure judiciaire pouvant affecter leur propriété et qu'ils sont transférés en conformité avec les lois en vigueur;
5. de s'engager à communiquer à la MRC de Matawinie tous les renseignements demandés par ÉEQ, notamment, les pièces justificatives suivantes au soutien du transfert des actifs contemplés aux présentes :
 - Factures du fournisseur confirmant le prix d'achat des bacs et des pièces de rechange;
 - Rapports d'inventaire au 1^{er} janvier 2025, sous l'une des formes suivantes :
 - a) Rapport extrait du progiciel de gestion de l'inventaire;
 - b) Capture d'écran du système si l'extraction du rapport visé au sous-paragraphe (i) des présentes est impossible;
 - c) Rapport d'inventaire physique;
 - d) Formulaire de client USD Global, si l'inventaire était sous la gestion de ce fournisseur.
 - Tout autre renseignement ou pièce justificative demandée par ÉEQ;
6. de s'engager à indemniser la MRC de Matawinie ou ÉEQ, ses employés, dirigeants ou mandataires pour toute réclamation, responsabilité, procédure, coût, dépense, dommage ou frais subis par ÉEQ qui résulterait d'un défaut de la municipalité de respecter ses engagements ou à fournir des renseignements erronés dans le cadre du transfert des actifs à ÉEQ, incluant l'obligation de prendre fait et cause en défense de ÉEQ en place de la MRC de Matawinie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

229-2025

Facturation à la Municipalité
de Sainte-Élisabeth –
Déneigement et sablage
2024-2025

CONSIDÉRANT l'entente entre les Municipalités de Saint-Félix-de-Valois et de Sainte-Élisabeth concernant le déneigement et l'entretien hivernal d'une partie du rang Frédéric;

CONSIDÉRANT QUE le déneigement et l'entretien hivernal de la saison 2024-2025 du rang Frédéric ont été effectués aux frais de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicié, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de facturer à la Municipalité de Sainte-Élisabeth la somme de 4 315,74 \$, plus les taxes applicables, afin de couvrir les frais de déneigement et d'entretien hivernal lors de la saison 2024-2025 d'une partie du rang Frédéric, sur une distance de 0,8854 kilomètres, incluant des frais d'administration de 12 %.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

230-2025

Redevances des sablières –
Demande de la Municipalité
de Notre-Dame-de-Lourdes

CONSIDÉRANT QUE les articles 78.1 et ss. de la *Loi sur les compétences municipales* (LCM) prévoient que toute municipalité locale dont le territoire comprend le site d'une carrière ou d'une sablière doit, sous réserve de l'article 110.1 LCM, constituer un fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques.

CONSIDÉRANT QUE le *Règlement n° 202-2008 concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques* de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois prévoit le versement d'un droit payable par chaque exploitant d'une carrière ou d'une sablière située sur le territoire de la municipalité;

CONSIDÉRANT la demande de redevances sur l'exploitation des sablières de la part de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes;

CONSIDÉRANT QUE le chemin de la Sablière est privé;

CONSIDÉRANT QUE l'entretien de la rue Principale est de juridiction provinciale;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de refuser la demande de redevances sur l'exploitation des sablières de la part de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

231-2025

Octroi de contrat –
Prolongement des
infrastructures –
Faubourg Phase 4.1 –
TP-IN30.11-2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois juge qu'il est nécessaire d'investir dans la création de nouvelles rues à vocation résidentielle, ce qui permettra de bonifier l'offre en matière d'accès à la propriété résidentielle sur son territoire;

CONSIDÉRANT les travaux de prolongement des infrastructures de la phase 4.1 du Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – TP-IN30.11-2025;

CONSIDÉRANT QU' un appel d'offres a été publié sur le SEAO et dans le journal *l'Action*, édition du 19 mars 2025;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) soumissions ont été déposées à l'intérieur du délai alloué à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions ont été ouvertes publiquement le 22 avril 2025 à 15 h, à la mairie, par M. Jeannoé Lamontagne, directeur général et greffier-trésorier, en présence de M. Élie Marsan-Gravel et de Mme Geneviève Poirier à titre de témoins de la Municipalité;

(suite de la résolution 231-2025)

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions se résument comme suit :

Nom de l'entreprise	Prix (avant taxes)
Généreux Construction inc.	3 086 691 \$
Groupe Colas Québec inc.	4 468 230 \$

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que le contrat soit octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit Généreux Construction inc., pour les travaux de prolongement des infrastructures de la phase 4.1 du Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – TP-IN30.11-2025, le tout selon les spécifications des plans, devis et addendas, pour un montant total de 3 086 691 \$, plus les taxes applicables, le tout conditionnellement à la cession notariée de l'emprise et à l'approbation du règlement d'emprunt n° 523-2025 par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

232-2025

Octroi de contrat –
Mise en place de deux
traverses piétonnes sur
le chemin de Joliette –
TP-IN25.12-2025

CONSIDÉRANT les travaux à effectuer dans le cadre du projet d'aménagement de deux traverses piétonnes sur le chemin de Joliette – TP-IN25.12-2025;

CONSIDÉRANT QU' un appel d'offres a été publié sur le SEAO et dans le journal l'Action, édition du 26 mars 2025, pour la mise en place de deux traverses piétonnes sur le chemin de Joliette – TP-IN25.12-2025;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) soumissions ont été déposées à l'intérieur du délai alloué à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions ont été ouvertes publiquement le 17 avril 2025 à 11 h, à la mairie, par M. Jeannoé Lamontagne, directeur général et greffier-trésorier, en présence de Mmes Annie Pellerin et Geneviève Poirier à titre de témoins de la Municipalité;

(suite de la résolution 232-2025)

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions se résument comme suit :

Nom de l'entreprise	Prix (avant taxes)
Généreux Construction inc.	211 123,74 \$
Pavage JD inc.	254 474,99 \$
Excavation Jérémy Forest inc.	147 613,75 \$

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que le contrat soit octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit Excavation Jérémy Forest inc., pour le projet de la mise en place de deux traverses piétonnes sur le chemin de Joliette – TP-IN25.12-2025, le tout selon les spécifications des plans, devis et addendas, pour un montant total de 147 613,75 \$, plus les taxes applicables et en sus de toute subvention.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

233-2025

Octroi de contrat –
Marquage de stationnements, lignes d'arrêt, passages piétons, dos d'âne et pictogrammes 2025

CONSIDÉRANT QU' qu'une quantité significative de marquage de stationnements, de lignes d'arrêt, de passages piétons, de dos d'âne et de pictogrammes doit être effectué pour l'année 2025;

CONSIDÉRANT QUE le service des Travaux publics ne dispose pas de l'équipement spécialisé ni des ressources pour exécuter ces travaux;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Travaux publics;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise Les Services D.L., pour le marquage de stationnements, de lignes d'arrêt, de passages piétons, de dos d'âne et de pictogrammes pour l'année 2025, pour un montant total de 21 380,39 \$, plus les taxes applicables, selon les modalités suivantes :

(suite de la résolution 233-2025)

QUANTITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	TOTAL
	Un prix unitaire pour chacun des articles ci-dessous		
	Ligne jaune de stationnement (mairie-CPD-Bibliothèque- garage et pictogramme) Note 1 : Incluant le fond vert pour stationnements des véhicules électrique mairie, Reine- Lafortune et rue Michel seulement Note 2 : Inclure au CPD deux pictogrammes d'handicapé	4181.44\$	4181.44\$
	Rues Georges: (2) lignes d'arrêt, (2) traverses de piéton en bandes de couleurs et l'autre standard.	731.24\$	731.24\$
	Rue Reine Lafortune : Un (1) passage de piéton à l'intersection de la rue Lionel et (1) passage piéton l'intersection rue Michel	389.46\$	389.46\$
	Rue Ste-Marguerite, (10) lignes d'arrêt et (3) passages piétonnier (1 carrés de couleurs et 1 crayons de couleurs et (1) standard) Ligne de stationnement	2489.92\$	2489.92\$
	Rue Crépeau, (2) lignes d'arrêt et (2) passages de piéton	549.20\$	549.20\$
	Rue de l'église (2) lignes d'arrêt et (1) passage de piéton	203.04\$	203.04\$
33	Lignes d'arrêt : (4) rang Ste-Marie, (9) rang St-Martin, (2) partie de la rue Lionel (derrière la caserne), (4) rue Coutu, (2) rue du Marché intersection Coutu, (1) rue Des Loisirs, (9) Chemin de Ligne Frédéric, intersection ch. Joliette et Valéda Intersection ch. Joliette et des Pins.	32.76\$	1081.08\$
4	Ligne d'arrêt : (4) rang Frédéric	32.76\$	131.04\$
	Ligne d'arrêt : (1) Place des Ruisseaux intersection de la rue Ste-Marguerite, Ligne de stationnement : Place des Ruisseaux (ancienne partie de la rue Phase 1 seulement)	289.79\$	289.79\$
2	Ligne d'arrêt : (1) Chemin Barrette intersection rue Principale et (1) rue Laporte intersection rue Principale.	32.76\$	65.52\$
	Pictogramme d'handicapé (blanc et bleu) rue Laporte	67.17\$	67.17\$
	Ligne de stationnement rue Dufresne	91.88\$	91.88\$
	Boul. des Beaux-Arts Flèches blanches et lignes d'arrêt aux intersections	307.92\$	307.92\$
	Rue Coutu : Lignage horizontal à déplacer sous un des pots de fleur en béton (lignage jaune au deux élargissement) Voir Antoine Poirier pour la localisation) 450 917-7410	150\$	150\$
	➤ Rue Henri-L-Chevrette (Du ch. St-Jean à Vincent), rue Michel, Reine Lafortune et rue Vincent : • Ligne d'arrêt aux intersections	7050.89\$	7050.89\$
	• Ligne d'arrêt, lettrage, pictogramme et passages piéton à l'intersection de la rue Henri-L-Chevrette (Du ch. St-Jean à la rue Girard) • Ligne oblique jaune +large • Flèche blanche; • Flèche jaune au centre de la rue; passage de piétons. • Ligne de stationnement rue Michel et Reine Lafortune		
	Dos d'âne : 2 rue Ramabel • 2 rue Michel • 2 rue Lautrec • 1 croissant Vallée • 1 rue Valéda • 1 rue du Marché • 2 rue des Oliviers • 1 rue Vincent • 2 rue Mayrand • 2 rue des Loisirs • 2 rang Frédéric Peinture jaune sur toute la surface (inscrire prix) • 3 rang St-Martin Peinture jaune sur toute la surface	3600.80\$	3600.80\$
	Sous-total		21380.39\$
	T.P.S. (5 % sur le montant du sous-total)		1069.02\$
	T.V.Q. (9,975 % sur le montant du sous-total)		2132.69\$
	Grand total		24582.10\$

(suite de la résolution 233-2025)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

234-2025

Autorisation de signature –
Renouvellement de l'entente
de service avec le MTMD
pour l'entretien hivernal
des infrastructures routières
pour la saison 2025-2026

CONSIDÉRANT le projet d'entente de service d'entretien hivernal numéro 8806-25-4906 du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) pour la saison 2025-2026;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu :

1. de confirmer au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) l'acceptation du projet d'entente de service d'entretien hivernal numéro 8806-25-4906 pour le déneigement et le déglçage, pour la période du 22 octobre 2025 au 14 avril 2026 pour les tronçons suivants :
 - a) de la route 345 jusqu'à l'avenue Ramabel;
 - b) de 277 mètres au nord de l'intersection du chemin de Saint-Norbert jusqu'à l'intersection de la route 131 (chemin de Joliette);
2. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de cette entente;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

235-2025
DM 2025-015
380, rue Gauvain
(adresse projetée)
Lot 6 633 770

- CONSIDÉRANT QU'** une demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-015, a été déposée pour le lot 6 633 770 du cadastre du Québec et pour l'adresse civique projetée 380, rue Gauvain, visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire (garage détaché) avec une superficie de 148,64 mètres carrés au lieu de 95 mètres carrés, ce qui déroge à l'article 10.4.3 du Règlement de zonage n° 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure porte sur une disposition du règlement de zonage et ne porte pas sur la densité d'occupation au sol;
- CONSIDÉRANT QUE** le plan d'urbanisme en vigueur ne fait pas état de la dimension d'un garage détaché;
- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement n° 513-2025 – Règlement sur le Plan d'urbanisme, en cours d'adoption, ne fait pas état de la dimension d'un garage détaché;
- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement de zonage n° 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois, à l'article 10.4.3, établit à 95 mètres carrés la superficie maximale pour un garage détaché;
- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement n° 514-2025 – Règlement sur le zonage de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, établit également à 95 mètres carrés la superficie maximale pour un garage détaché;
- CONSIDÉRANT QU'** après analyse du dossier, la demande de dérogation a un écart majeur avec la norme applicable;
- CONSIDÉRANT QUE** l'application du règlement de zonage n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
- CONSIDÉRANT QU'** il est possible de construire un garage détaché en respect de la réglementation en vigueur;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure ne semble pas causer de préjudice au voisinage, puisque le garage détaché serait localisé dans la cour arrière, à une bonne distance des voisins;
- CONSIDÉRANT QUE** la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* laisse délibérément le caractère mineur à la discrétion du conseil municipal. De plus, « l'évaluation de ce qui est mineur ou majeur n'est pas précise et ne peut être traitée comme une opération mathématique puisqu'elle dépend d'un contexte de fait qui prend en compte des circonstances et des lieux forts variables »;
- CONSIDÉRANT QUE** le fait de rejeter la présente demande a pour effet que le demandeur doit se conformer à la réglementation en vigueur;

(suite de la résolution 235-2025)

CONSIDÉRANT la bonne foi du demandeur, puisque ce dernier s'est informé de la réglementation en vigueur auprès du service de l'Urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE ce type de demande est susceptible de se répéter;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **défavorable** à cette demande de dérogation mineure lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 032-CCU-2025) et **de refuser** la demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

236-2025
DM 2025-022
5125, croissant des Pins
Lot 5 359 419

CONSIDÉRANT QU' une demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-022 a été déposée pour le lot 5 359 419 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5125, croissant des Pins, visant à régulariser l'implantation du bâtiment principal (résidence unifamiliale isolée) à 6,00 mètres de la ligne de lot avant, au lieu de 10,00 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure porte sur une disposition du règlement de zonage et ne porte pas sur la densité d'occupation au sol;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'urbanisme en vigueur ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le Plan d'urbanisme n° 513-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement de zonage n° 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois, au paragraphe c) du premier alinéa de l'article 6.2.1, exige que le bâtiment principal soit situé à minimum 10,00 mètres de la ligne de lot avant;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement de zonage n° 514-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, établit la marge de recul avant à 7,60 mètres dans la zone H-36;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée est majeure en regard de la réglementation en vigueur, mais mineure quant à la réglementation en vigueur au moment de la construction de la résidence, et mineure en regard de la nouvelle réglementation en cours d'adoption;

(suite de la résolution 236-2025)

CONSIDÉRANT QUE l'emprise de la rue (croissant des Pins) est très élevée;

CONSIDÉRANT QUE la résidence est plus près de la rue, mais la dérogation demandée est moins importante puisque la norme a changé avec le temps;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* laisse délibérément le caractère mineur à la discrétion du conseil municipal. De plus, « l'évaluation de ce qui est mineur ou majeur n'est pas précise et ne peut être traitée comme une opération mathématique puisqu'elle dépend d'un contexte de fait qui prend en compte des circonstances et des lieux forts variables »;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne semble pas causer de préjudice significatif au voisinage actuel ou futur; la propriété étant implantée à cet endroit depuis 1988;

CONSIDÉRANT QUE le fait de rejeter la présente demande a pour effet que le demandeur devra se conformer à la réglementation en vigueur, c'est-à-dire démolir une partie du bâtiment principal afin de se conformer à la réglementation, lui causant un préjudice sérieux;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de dérogation mineure lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 033-CCU-2025), et :

1. **d'autoriser** la présente demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-022 visant à régulariser l'implantation du bâtiment principal (résidence unifamiliale isolée) à 6,00 mètres de la ligne de lot avant, au lieu de 10,00 mètres;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-022 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

237-2025
DM 2025-029
2320, place des Jardins
Lot 6 436 526

- CONSIDÉRANT QUE** une demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-029 a été déposée pour le lot 6 436 526 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2320, place des Jardins, visant à régulariser l'implantation du bâtiment principal (résidence unifamiliale isolée) à 1,35 mètre de la ligne latérale au lieu de 1,50 mètre;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure porte sur une disposition du règlement de zonage et ne porte pas sur la densité d'occupation au sol;
- CONSIDÉRANT QUE** le plan d'urbanisme en vigueur ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;
- CONSIDÉRANT QUE** le Plan d'urbanisme n° 513-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;
- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement de zonage n° 390-97 de l'ancienne Municipalité du Village de Saint-Félix-de-Valois, au paragraphe c) du premier alinéa de l'article 4.7.5, à la grille d'usage et normes de la zone H-148, exige que le bâtiment principal soit situé à minimum 1,50 mètre de la ligne latérale;
- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement de zonage n° 514-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, établit la marge de recul latérale à 1,50 mètre dans la zone H-44;
- CONSIDÉRANT QUE** la dérogation demandée est mineure en regard de la réglementation en vigueur, l'écart de la norme étant de 0,15 mètre;
- CONSIDÉRANT QUE** l'implantation du bâtiment principal a été effectuée par l'arpenteur-géomètre et qu'il semble y avoir eu une erreur d'implantation par l'entrepreneur lors du coulage de la fondation;
- CONSIDÉRANT QUE** la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* laisse délibérément le caractère mineur à la discrétion du conseil municipal. De plus, « l'évaluation de ce qui est mineur ou majeur n'est pas précise et ne peut être traitée comme une opération mathématique puisqu'elle dépend d'un contexte de fait qui prend en compte des circonstances et des lieux forts variables »;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure ne semble pas causer de préjudice significatif au voisinage actuel ou futur;
- CONSIDÉRANT QUE** le fait de rejeter la présente demande a pour effet que le demandeur devra se conformer à la réglementation en vigueur, c'est-à-dire démolir une partie du bâtiment principal afin de se conformer à la réglementation, lui causant un préjudice sérieux;

(suite de la résolution 237-2025)

CONSIDÉRANT la bonne foi du demandeur, puisqu'un permis de construction lui a été préalablement délivré;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de dérogation mineure lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicié, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 034-CCU-2025), et :

1. **d'autoriser** la présente demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-029 visant à régulariser l'implantation du bâtiment principal (résidence unifamiliale isolée) à 1,35 mètre de la ligne latérale au lieu de 1,50 mètre;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-029 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

238-2025
DM 2025-031
5351, rue des Mélèzes
Lot 5 657 944

CONSIDÉRANT QUE une demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-031 a été déposée pour le lot 5 657 944 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5351, rue des Mélèzes, visant à permettre l'implantation d'une piscine hors terre et d'une plateforme dans la cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure porte sur une disposition du règlement de zonage et ne porte pas sur la densité d'occupation au sol;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'urbanisme en vigueur ne fait pas état des dispositions relatives à l'usage des cours sur les terrains privés;

CONSIDÉRANT QUE le Plan d'urbanisme n° 513-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, ne fait pas état des dispositions relatives à l'usage des cours sur les terrains privés;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement de zonage n° 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois, aux articles 6.1.2 et 10.2, interdit l'implantation des piscines et des plateformes dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement de zonage n° 514-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, stipule qu'il est interdit d'implanter une piscine et une plateforme dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure a un écart majeur avec la norme applicable; l'implantation de la piscine projetée étant en totalité dans la cour avant;

(suite de la résolution 238-2025)

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* laisse délibérément le caractère mineur à la discrétion du conseil municipal. De plus, « l'évaluation de ce qui est mineur ou majeur n'est pas précise et ne peut être traitée comme une opération mathématique puisqu'elle dépend d'un contexte de fait qui prend en compte des circonstances et des lieux forts variables »;

CONSIDÉRANT QU' il est possible d'implanter une piscine en respect de la réglementation en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement de zonage n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne semble pas causer de préjudice significatif au voisinage actuel ou futur;

CONSIDÉRANT la bonne foi du demandeur, puisque ce dernier s'est informé de la réglementation en vigueur auprès du service d'Urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **défavorable** à cette demande de dérogation mineure lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 035-CCU-2025) et **de refuser** la demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-031.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

239-2025
P.I.I.A. 2025-016
2090, rue Bellerose
Lot 6 483 871

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-016 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 871 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2090, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

(suite de la résolution 239-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 036-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-016 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 871 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2090, rue Bellerose;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-016 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

240-2025
P.I.I.A. 2025-023
1331, rue Girard
Lot 6 419 576

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-023 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 419 576 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1331, rue Girard;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 037-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-023 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 419 576 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1331, rue Girard;

(suite de la résolution 240-2025)

2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-023 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

241-2025
P.I.I.A. 2025-025
2055, rue Bellerose
Lot 6 483 879

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-025 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 879 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2055, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 038-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-025 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 879 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2055, rue Bellerose;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-025 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

242-2025

P.I.I.A. 2025-026
1050, rue Bissonnette
Lot 5 360 549

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-026 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 5 360 549 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1050, rue Bissonnette;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 039-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-026 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 5 360 549 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1050, rue Bissonnette;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-026 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

243-2025

P.I.I.A. 2025-027
1038, rue Bissonnette
Lot 5 360 547

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le n° 2025-027 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 5 360 547 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1038, rue Bissonnette;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur du bâtiment accessoire et de sa toiture tel que prévus sont composés de résine imitation bois naturel couleur noyer;

(suite de la résolution 243-2025)

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur sont différents que ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'harmonisation des matériaux et des éléments architecturaux du bâtiment accessoire détaché avec les bâtiments existants sur le terrain n'est pas respectée;

CONSIDÉRANT QUE le style architectural du bâtiment accessoire ne privilégie pas le style architectural du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **défavorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 040-CCU-2025) et **de refuser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le n° 2025-027 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 5 360 547 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1038, rue Bissonnette;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

244-2025
P.I.I.A. 2025-028
5030, rue Rainville
Lot 6 288 468

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-028 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 288 468 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5030, rue Rainville;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

(suite de la résolution 244-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 041-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-028 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 288 468 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5030, rue Rainville;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-028 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

245-2025
P.I.I.A. 2025-030
2120, rue Bellerose
Lot 6 483 874

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-030 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 874 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2120, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 042-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-030 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 874 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2120, rue Bellerose;

(suite de la résolution 245-2025)

2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-030 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

246-2025
P.I.I.A. 2025-032
2110, rue Bellerose
Lot 6 483 873

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-032 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 873 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2110, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires ne sont pas assujettis au Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 043-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-032 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 873 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2110, rue Bellerose;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-032 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

247-2025
P.I.I.A. 2025-024
4091, rue Principale
Lot 5 360 240

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-024 a été déposée visant à permettre la rénovation extérieure du bâtiment principal, sur le lot 5 360 240 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 4091, rue Principale;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement n° 469-2023 sur les P.I.I.A. relatifs au secteur villageois sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 045-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-024 et visant à permettre la rénovation extérieure du bâtiment principal, sur le lot 5 360 240 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 4091, rue Principale;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-024 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

248-2025
P.I.I.A. 2025-013
Rang Frédéric
Lot 6 621 401

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-013 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence intergénérationnelle), sur le lot 6 621 401 du cadastre du Québec et composé d'un terrain vacant sur rang Frédéric;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs et les critères du Règlement n° 214-2009 sur les P.I.I.A. relatifs aux logements intergénérationnels sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs et les critères du Règlement n° 518-2025 – Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en cours d'adoption, sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du 30 avril 2025;

(suite de la résolution 248-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 044-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-013 et visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence intergénérationnelle), sur le lot 6 621 401 du cadastre du Québec et composé d'un terrain vacant sur rang Frédéric;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-013 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

249-2025

Autorisation de signature –
Contribution aux fins
de parc – Projet de
développement domiciliaire
« Faubourg Saint-Félix » –
Phase IV

CONSIDÉRANT la résolution 453-2024 concernant la détermination de la contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels et approbation du plan-projet de lotissement du Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix »;

CONSIDÉRANT QU' une cession d'immeuble en faveur de la Municipalité est imminente, tel que décrit dans la résolution 453-2024;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de désigner les signataires autorisés;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu :

1. de prendre en considération la cession à la Municipalité d'une superficie totale de 50 050,77 mètres carrés pour l'ensemble du projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », déduction faite de la superficie déjà cédée, soit l'équivalent de 3 313,90 mètres carrés, représentée par une piste cyclable et un parc;

(suite de la résolution 249-2025)

2. d'accepter la cession à la Municipalité d'une superficie résiduelle de 46 736,87 mètres carrés se déclinant ainsi :
 - École primaire : 25 895,80 mètres carrés
 - CPE : 2 869,40 mètres carrés
 - Piste cyclable : 3 648,50 mètres carrés
 - Passage entre école et piste cyclable : 3 771,00 mètres carrés
 - Parc : 9 818,00 mètres carrés;
 - Parc sur la rue Girard (lots 6 419 602 et 6 419 603) : 929,10 mètres carrés;

Le tout permettant d'atteindre la proportion de dix pour cent (10 %) pour la contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels pour l'ensemble du projet.

3. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de la cession d'immeuble à intervenir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

250-2025

Autorisation –
Abattage d'arbres –
Projet de développement
domiciliaire « Faubourg
Saint-Félix » –
Phase IV

CONSIDÉRANT QUE le service d'urbanisme a reçu une demande de permis d'abattage pour des arbres situés sur le terrain visé par le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – Phase IV;

CONSIDÉRANT QUE la conservation des milieux naturels et la lutte contre les îlots de chaleurs sont des enjeux importants pour la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a joint à sa demande un plan de déboisement en trois zones (jaune, vert et orange);

CONSIDÉRANT QUE le rapport d'analyse de conservation, en tenant compte des plans d'implantation, des dégagements minimaux pour les infrastructures projetées ainsi que les recommandations de conservation BNQ, considère que les dégagements résiduels ne permettent pas la conservation de végétaux existants lorsqu'un réseau Hydro-Québec / Bell est présent en façade;

CONSIDÉRANT QUE les essences présentes au terrain requièrent un dégagement important par rapport au réseau aérien Hydro-Québec, selon les recommandations d'Hydro-Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'article 7.8.2 du Règlement n° 514-2025 – Règlement sur le zonage, en cours d'adoption, demande un pourcentage minimal de conservation de 10% pour les lots de moins de 1 499 mètres carrés;

(suite de la résolution 250-2025)

CONSIDÉRANT QUE même en cas d'absence de réseau Hydro-Québec / Bell, le raccordement au système d'aqueduc se fait en façade, entre les stationnements du type jumelé, et requiert une excavation de huit (8) pieds de profondeur et de seize (16) pieds horizontal;

CONSIDÉRANT QUE l'espace entre les jumelés doit permettre le passage de machinerie;

CONSIDÉRANT QU' autour de chaque arbre, une zone de protection optimale (ZPO) doit être respectée afin d'éviter de sectionner des racines importantes pour la stabilité et la survie des arbres à proximité des travaux;

CONSIDÉRANT QU' il est hasardeux d'avoir un arbre en bonne santé et de calibre intéressant exactement dans la petite zone libre de contraintes;

CONSIDÉRANT QUE ces arbres ont eu une croissance en milieu forestier dense et qu'ils ne seraient pas adaptés à des conditions d'isolement (faible résistance aux vents, croissance apicale, réseau racinaire, etc.);

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu **d'autoriser** la demande de permis d'abattage pour des arbres situés sur le terrain visé par le Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – Phase IV;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

251-2025

Autorisation –
Dépôt d'une demande de
modification au Schéma
d'aménagement et de
développement révisé
de la MRC de Matawinie

CONSIDÉRANT QU' une demande a été formulée afin de permettre l'implantation d'un centre équestre dans la zone VD-1;

CONSIDÉRANT QUE la seule option pour permettre l'implantation d'un centre équestre est de faire une modification au Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Matawinie, afin d'inclure la zone VD-1 à la zone RECI-1;

CONSIDÉRANT QUE le Comité d'urbanisme (CU) a émis la recommandation 035-CU-2025, **favorable** à cette demande lors de sa réunion du 30 avril 2025;

(suite de la résolution 251-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicié, il est résolu d'autoriser le dépôt d'une demande de modification au Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la MRC de Matawinie, afin d'inclure la zone VD-1 à la zone RECI-1, et de mandater le service d'Urbanisme afin de préparer le dossier argumentaire visant à formuler cette demande;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

252-2025

Octroi de contrat –
Service de portabilité

CONSIDÉRANT les obligations de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois dans le cadre de la mise en œuvre de la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* (loi 25) en matière de portabilité;

CONSIDÉRANT la politique de gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT l'offre de services de Raymond Chabot Grant Thornton, par le biais de leur filiale VARS Corporation;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Communications;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de la firme Raymond Chabot Grant Thornton pour le service d'implantation d'une solution de portabilité des renseignements personnels, pour une durée de trois (3) ans, pour un montant total de 19 470 \$ par année, plus les taxes applicables.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds général pour la première année.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

253-2025

Octroi de contrat –
Tennis, Dek hockey,
Basketball et Pickleball
au parc Pierre-Dalcourt –
LO-PT02.11-2025

CONSIDÉRANT les travaux à effectuer dans le cadre du projet d'aménagement ou de réfection de terrains de Tennis, de Dek hockey, de Basketball et de Pickleball au parc Pierre-Dalcourt – LO-PT02.11-2025;

CONSIDÉRANT QU' un appel d'offres a été publié sur le SEAO et dans le journal l'Action, édition du 26 mars 2025, pour Tennis, Dek hockey, Basketball et Pickleball au parc Pierre-Dalcourt – LO-PT02.11-2025;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) soumissions ont été déposées à l'intérieur du délai alloué à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions ont été ouvertes publiquement le 16 avril 2025 à 11 h, à la mairie, par M. Élie Marsan-Gravel, directeur des Services techniques, en présence de M. Olivier Roussel et de Mme Geneviève Poirier, à titre de témoins de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE ces soumissions se résument comme suit :

Nom de l'entreprise	Prix (avant taxes)
Généreux Construction inc.	214 460 \$
Lanco Aménagement inc.	293 910 \$

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu que le contrat soit octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit Généreux Construction inc., pour le projet d'aménagement ou de réfection de terrains de Tennis, de Dek hockey, de Basketball et de Pickleball au parc Pierre-Dalcourt – LO-PT02.11-2025, le tout selon les spécifications des plans, devis et addendas, pour un montant total de 214 460 \$, plus les taxes applicables et en sus de toute subvention.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

254-2025

Autorisation de signature –
Bail – Fabrique de la
Paroisse de Saint-Martin-
de-la-Bayonne – 2025-2030

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois est propriétaire de l'Église Saint-Félix-de-Valois et du Presbytère Saint-Félix, sis au 4650, rue Principale en la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, sur le lot 5 794 584;

CONSIDÉRANT QUE l'entente (bail) intervenue entre la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et la Fabrique de la paroisse de Saint-Martin-de-la-Bayonne pour l'utilisation des locaux situés dans lesdits immeubles arrive à échéance;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité et la Fabrique ont convenu des modalités d'une nouvelle entente sous forme d'un bail de location d'une durée de cinq (5) ans;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l'entente (bail) à intervenir entre la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et la Fabrique de la paroisse de Saint-Martin-de-la-Bayonne concernant les locaux situés dans les deux immeubles mentionnés en préambule.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

255-2025

Autorisation de signature –
Entente d'utilisation –
Club de l'âge d'or
St-Félix-de-Valois
(FADOQ) – 2025-2030

CONSIDÉRANT QUE le Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois (FADOQ) est un organisme à but non lucratif;

CONSIDÉRANT QUE l'organisme Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois joue un rôle de représentation auprès des organismes publics, parapublics et privés de son territoire et intervient dans l'intérêt général de ses membres et des aînés résidant sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, par l'entremise de ses pouvoirs d'aide, consent à mettre gratuitement à la disposition de l'organisme Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois des locaux dans le bâtiment situé au 4999, rue Coutu (Centre Pierre-Dalcourt) et dans celui situé au 4680, rue Principale (Centre Yvon-Sarrazin), pour les fins de la tenue de ses activités;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et l'organisme Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois (FADOQ) souhaitent consigner par écrit les modalités de l'Entente d'utilisation pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2025 à 2030;

(suite de la résolution 255-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l'Entente d'utilisation pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2025 à 2030, à intervenir avec l'organisme le Club de l'âge d'or St-Félix-de-Valois (FADOQ);

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

256-2025

Autorisation de signature –
Entente d'utilisation –
Association féministe
d'éducation et d'action
sociale (AFÉAS) –
2025-2030

CONSIDÉRANT QUE l'Association féministe d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) est un organisme à but non lucratif;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, par l'entremise de ses pouvoirs d'aide, consent à mettre gratuitement à la disposition de l'organisme AFÉAS des locaux dans le bâtiment situé au 5273, rue Principale, pour les fins de la tenue de ses activités;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et l'organisme Association féministe d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) souhaitent consigner par écrit les modalités de l'Entente d'utilisation pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2025 à 2030;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition le conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l'Entente d'utilisation pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2025 à 2030, à intervenir avec l'organisme Association féministe d'éducation et d'action sociale (AFÉAS);

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

257-2025

Octroi de contrat –
Rénovation du presbytère –
Conception et surveillance
en architecture

CONSIDÉRANT le projet de rénovation du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

(suite de la résolution 257-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de la firme Hétu-Bellehumeur architectes inc., pour la conception des plans et devis et la surveillance en architecture du projet de rénovation du presbytère – LO-AR03.01-2025 –, pour un montant total de 93 000 \$, plus les taxes applicables et en sus de toute subvention.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

258-2025

Octroi de contrat –
Rénovation du presbytère –
Conception et surveillance
en mécanique-électricité

CONSIDÉRANT le projet de rénovation du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Pierre Lépicié, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de la firme DWB Consultants, pour la conception des plans et devis et la surveillance en mécanique-électricité du projet de rénovation du presbytère – LO-AR03.02-2025 –, pour un montant total de 48 650 \$, plus les taxes applicables et en sus de toute subvention.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

259-2025

Réussite scolaire –
Bourse Félicienne

CONSIDÉRANT l'importance de la réussite scolaire pour le conseil municipal de Saint-Félix-de-Valois;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu d'autoriser la remise de deux (2) bourses de 400 \$ à des élèves félicien(ne)s finissant(e)s de l'École secondaire de l'Érablière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

Point n° 48

Deuxième période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la deuxième période de questions.

260-2025

Levée de la séance

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que la présente séance soit levée à 21 h 08.

Audrey Boisjoly
Mairesse

Jeannoé Lamontagne
Directeur général / greffier-trésorier

« Je, Audrey Boisjoly, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».